"Il y a un manque criard de communication au sein de la société, ce qui fait que les femmes ne sont pas assez sensibilisées concernant la PF et même les maris qui se trouvent être les décideurs n'ont pas accès à ces informations", a-t-elle expliqué samedi, en marge d'une journée de sensibilisation dédiée aux adolescents et aux jeunes sur la santé de la reproduction.

Le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) a entamé depuis jeudi, en collaboration avec MSI et d'autres partenaires, une caravane de mobilisation sociale et d'offre de services Planification familiale et Santé de la reproduction des jeunes et des adolescents (SRAJ) dans la région de Matam.

"Des plans de communication sont concoctés pour corriger ces manquements. Il faut reconnaitre qu'il nous a fallu un peu de temps pour véritablement comprendre l'origine de ce problème", a expliqué la coordinatrice de la SR dans la région de Matam. "Au début, on s'était appesanti sur les pesanteurs socioculturelles, sur l'argumentaire religieux, mais pas sur le système de santé", a expliqué Ramatoulaye Camara.

Toutefois, des efforts sont en train d'être faits à ce niveau à travers le renforcement des compétence des prestataires et la diffusion des méthodes de Planification familiale au sein de toutes les structures pour faciliter l'accessibilité aux services concernés, a-t-elle précisé.

Selon Ramatoulaye Camara, les femmes qui habitent dans les zones éloignées, ne sentent pas la nécessités de faire des kilomètres avec toutes les difficulté qu'elles ont pour accéder à un service, juste pour avoir une offre de méthode de longue durée.

"Elles sont obligées de se rabattre sur les méthodes disponibles avec les risques d'échec qui pourront en découler", a souligné la sage-femme, précisant qu'une femme dont le mari est opposé au Planning familial a du mal à se présenter chez elle avec les contraceptifs oraux, parce qu'elle n'aura pas où cacher ses comprimés.

A ce niveau, a-t-elle fait savoir, l'observance et l'utilisation continue de méthodes contraceptives pose problème. C'est pourquoi, selon elle, les initiatives qui sont menées dans le cadre de la relance de la planification familiale sont à pérenniser.

Source: http://fr.allafrica.com/stories/201211120941.html